

L'affaire Dreyfus

En décembre 1894, le capitaine Alfred Dreyfus, de confession juive, est condamné par un tribunal militaire à la déportation en Guyane pour espionnage en faveur de l'Allemagne. Ce fait divers devient une affaire d'État lorsque l'écrivain Émile Zola accuse des membres de l'état-major d'avoir fait condamner sciemment un innocent. La droite nationaliste clame alors sa confiance dans l'armée, tandis que les dreyfusards rendent publiques les nombreuses irrégularités et manipulations qui ont permis la condamnation d'un innocent.

Pourquoi l'affaire Dreyfus menace-t-elle la République ?



1 « J'accuse »

Dans L'Aurore, journal de Georges Clemenceau, l'écrivain Émile Zola prend volontairement le risque d'accuser publiquement les généraux d'avoir manipulé le procès, et des responsables politiques de les avoir couverts. Son article lui vaut d'être poursuivi en justice pour diffamation. L'affaire Dreyfus est relancée.

« J'accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam¹ d'avoir été l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire, en inconscient, je veux le croire, et d'avoir ensuite défendu son œuvre néfaste, depuis trois ans, par les machinations les plus saugrenues et les plus coupables. [...] J'accuse enfin le premier conseil de guerre d'avoir violé le droit, en condamnant un accusé sur une pièce restée secrète, et j'accuse le second conseil de guerre d'avoir couvert cette illégalité, par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable. [...]

L'acte que j'accomplis ici n'est qu'un moyen révolutionnaire pour hâter l'explosion de la vérité et de la justice. Je n'ai qu'une passion, celle de la lumière, au nom de l'humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur. Ma protestation enflammée n'est que le cri de mon âme. »

Émile Zola, « Lettre au président de la République », L'Aurore, 13 janvier 1898.

1. Officier chargé de l'enquête sur la culpabilité de Dreyfus.

Dates clés

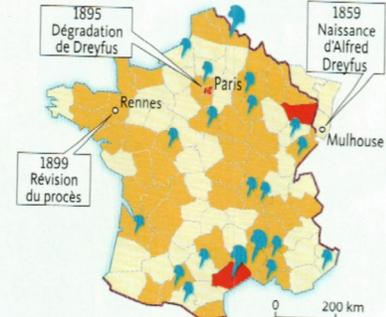
1894 Dreyfus est condamné à la déportation pour haute trahison

1898 Publication de *J'accuse* d'Émile Zola

1906 Réhabilitation de Dreyfus

Carte

Les « deux France » de l'affaire Dreyfus



Manifestations antisémites en 1898

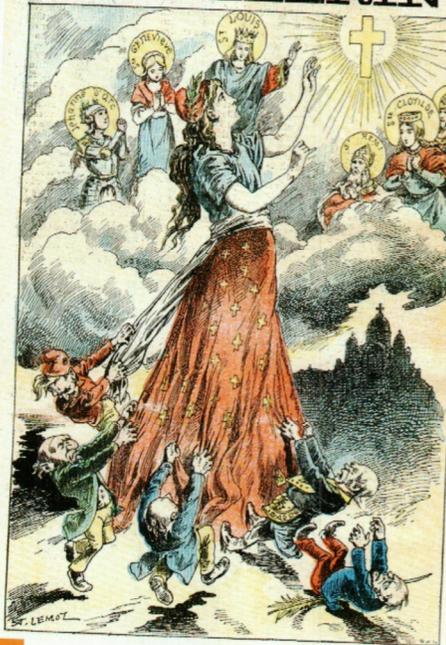
La Ligue des droits de l'homme et du citoyen en 1899

1 à 2
3 ou plus

1 section

2 ou 3 sections

LE PÉLERIN



2 Marianne, un symbole revendiqué par les deux camps

« Lentement, mais sûrement, la France de Saint Louis, de Jeanne d'Arc, de Saint Rémi, continue son ascension vers Dieu, malgré les efforts désespérés des socialistes, Juifs, francs-maçons, sectaires et autres Zolas cramponnés à sa robe. » Caricature antidreyfusarde d'Achille Lemot (1846-1909), *Le Pèlerin*, journal catholique, 22 mai 1898.

UN DINER EN FAMILLE

PARIS, CE 13 FÉVRIER 1898

PAR CARAN D'ACHE



— Surtout! ne parlons pas de l'affaire Dreyfus!



— Ils en ont parlé...

3 L'opinion divisée

Dessin de Caran d'Ache (1858-1909), « Un dîner en famille », publié dans *Le Figaro*, 13 février 1898.

Ce célèbre dessin illustre l'importance des passions déchaînées par l'Affaire dans l'opinion publique et jusqu'à l'intérieur même des familles.

4 Les valeurs universalistes des dreyfusards

Les défenseurs de Dreyfus fondent, en avril 1898, la Ligue des droits de l'homme et du citoyen¹.

« L'intérêt de tous les citoyens est engagé à ne jamais accepter, même sous prétexte de raison d'État, l'abandon des formes légales qui sont la garantie d'une application prudente de nos lois répressives. [...] On aurait pensé que l'opinion tout entière s'élèverait contre une illégalité dont le Code pénal lui-même réclame la séparation, mais des passions d'un autre âge se sont déchaînées, et l'antisémitisme a éloigné de nous, pour un moment, un grand nombre de ceux qui, sans approuver au fond ses tendances, n'osent pas affronter ses menaces. [...] Cette poussée d'aveugle fanatisme ajoute, au devoir de redresser une injustice, celui, plus grand encore, de sauver l'âme de la France d'un grave péril.

[...] Il ne faut pas que [l'antisémitisme] détruise peu à peu les principes d'égalité civile et politique qui nous ont ouvert depuis 1789 l'idéal d'humanité dont nous portons la responsabilité dans le monde! »

Manifeste de la Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, 4 juin 1898.

5 Combattre Dreyfus pour défendre la France?

L'écrivain et homme politique nationaliste Maurice Barrès est un anti-dreyfusard convaincu.

« La mise en liberté du traître Dreyfus serait après tout un fait minime, mais si Dreyfus est plus qu'un traître, s'il est un symbole, c'est une autre affaire : c'est l'affaire Dreyfus! Halte-là! Le triomphe du camp qui soutient Dreyfus-symbole installerait décidément au pouvoir les hommes qui poursuivent la transformation de la France selon leur esprit propre. Et moi je veux conserver la France. C'est tout le nationalisme, cette opposition. [...] Il ne faut pas supprimer l'armée, parce qu'une milice ne suffirait point, je vous prie de le croire, en Lorraine¹. Il ne faut point supprimer la juridiction militaire parce que certaines fautes insignifiantes chez le civil deviennent par leurs conséquences très graves chez le militaire. Il ne faut point se plaindre du mouvement antisémite dans l'instant où l'on constate la puissance énorme de la nationalité juive qui menace de "chambardement" l'État français. C'est ce que n'entendront jamais, je le crois bien, les théoriciens de l'Université [qui répètent] : "Je dois toujours agir de telle sorte que je puisse vouloir que mon action serve de règle universelle". Nullement, messieurs, laissez ces grands mots de "toujours" et d'"universelle" et puisque vous êtes français, préoccupez-vous d'agir selon l'intérêt français à cette date. »

Maurice Barrès, « L'état de la question », *Le Journal*, 4 octobre 1898.

1. Barrès est originaire de la partie de la Lorraine restée française après 1871.

Questions BAC

Prélever et confronter les informations

1. Présentez les défenseurs de Dreyfus et les raisons de leur engagement. [doc. 1, 4]
2. Quelle image de la France les antidreyfusards défendent-ils? En quoi l'affaire représente-t-elle une menace à leurs yeux? [doc. 1]
3. En quoi cette affaire illustre-t-elle la vigueur de l'antisémitisme à la fin du XIX^e siècle? [doc. 2, 5]
4. Montrez que la place de l'armée dans la République est au cœur des débats suscités par l'Affaire. [doc. 1, 4, 5]
5. Pourquoi l'Affaire bouleverse-t-elle l'opinion publique? [doc. 3, 4, 5]

Mettre en relation deux documents

Mettez en relation les documents 4 et 5 et montrez en quoi ils reflètent deux conceptions opposées de la République.

Organiser et synthétiser les informations

Pourquoi l'affaire Dreyfus menace-t-elle la République?



— Surtout ! ne parlons pas de l'affaire Dreyfus !



— Ils en ont parlé...

3 L'opinion divisée

Dessin de Caran d'Ache (1858-1909), « Un dîner en famille », publié dans *Le Figaro*, 13 février 1898.

Ce célèbre dessin illustre l'importance des passions déchaînées par l'Affaire dans l'opinion publique et jusqu'à l'intérieur même des familles.

4 Les valeurs universalistes des dreyfusards

Les défenseurs de Dreyfus fondent, en avril 1898, la *Ligue des droits de l'homme et du citoyen*.

« L'intérêt de tous les citoyens est engagé à ne jamais accepter, même sous prétexte de raison d'État, l'abandon des formes légales qui sont la garantie d'une application prudente de nos lois répressives. [...] On aurait pensé que l'opinion tout entière s'élèverait contre une illégalité dont le Code pénal lui-même réclame la séparation, mais des passions d'un autre âge se sont déchaînées, et l'antisémitisme a éloigné de nous, pour un moment, un grand nombre de ceux qui, sans approuver au fond ses tendances, n'osent pas affronter ses menaces. [...] Cette poussée d'aveugle fanatisme ajoute, au devoir de redresser une injustice, celui, plus grand encore, de sauver l'âme de la France d'un grave péril.

[...] Il ne faut pas que [l'antisémitisme] détruise peu à peu les principes d'égalité civile et politique qui nous ont ouvert depuis 1789 l'idéal d'humanité dont nous portons la responsabilité dans le monde ! »

Manifeste de la Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, 4 juin 1898.

5 Combattre Dreyfus pour défendre la France ?

L'écrivain et homme politique nationaliste Maurice Barrès est un anti-dreyfusard convaincu.

« La mise en liberté du traître Dreyfus serait après tout un fait minime, mais si Dreyfus est plus qu'un traître, s'il est un symbole, c'est une autre affaire : c'est l'affaire Dreyfus ! Halte-là ! Le triomphe du camp qui soutient Dreyfus-symbole installerait décidément au pouvoir les hommes qui poursuivent la transformation de la France selon leur esprit propre. Et moi je veux conserver la France. C'est tout le nationalisme, cette opposition. [...] Il ne faut pas supprimer l'armée, parce qu'une milice ne suffirait point, je vous prie de le croire, en Lorraine¹. Il ne faut point supprimer la juridiction militaire parce que certaines fautes insignifiantes chez le civil deviennent par leurs conséquences très graves chez le militaire. Il ne faut point se plaindre du mouvement antisémite dans l'instant où l'on constate la puissance énorme de la nationalité juive qui menace de "chambardement" l'État français. C'est ce que n'entendent jamais, je le crois bien, les théoriciens de l'Université [qui répètent] : "Je dois toujours agir de telle sorte que je puisse vouloir que mon action serve de règle universelle". Nullement, messieurs, laissez ces grands mots de "toujours" et d'"universelle" et puisque vous êtes français, préoccupez-vous d'agir selon l'intérêt français à cette date. »

Maurice Barrès, « L'état de la question », *Le Journal*, 4 octobre 1898.

1. Barrès est originaire de la partie de la Lorraine restée française après 1871.

Questions BAC

Prélever et confronter les informations

1. Présentez les défenseurs de Dreyfus et les raisons de leur engagement. [doc. 1, 4]
2. Quelle image de la France les antidreyfusards défendent-ils ? En quoi l'affaire représente-t-elle une menace à leurs yeux ? [doc. 1]
3. En quoi cette affaire illustre-t-elle la vigueur de l'antisémitisme à la fin du XIX^e siècle ? [doc. 2, 5]
4. Montrez que la place de l'armée dans la République est au cœur des débats suscités par l'Affaire. [doc. 1, 4, 5]
5. Pourquoi l'Affaire bouleverse-t-elle l'opinion publique ? [doc. 3, 4, 5]

Mettre en relation deux documents

Mettez en relation les documents 4 et 5 et montrez en quoi ils reflètent deux conceptions opposées de la République.

Organiser et synthétiser les informations

Pourquoi l'affaire Dreyfus menace-t-elle la République ?